

INTERVIEW DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR L'ACCORD SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET SUR L'INTERVENTION MILITAIRE FRANÇAISE EN CENTRAFRIQUE, À KOUROU LE 14 DÉCEMBRE 2013.

14 DECEMBER 2013 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

LE PRESIDENT : Oui, le chômage des jeunes est un sujet national. C'est vrai qu'il diminue depuis six mois en métropole, un peu moins en Outre-Mer. Il représente un niveau inacceptable en Outre-Mer. On peut arriver dans certains territoires, par exemple ici en Guyane à 50% de chômage auprès des moins de 25 ans. C'est la raison pour laquelle nous avons renforcé les dispositifs d'emploi d'avenir, de contrats aidés, mais également tout ce qui peut être fait pour insérer davantage les jeunes : école de la deuxième chance, bourses pour l'enseignement supérieur, requalification.

L'accord qui vient d'être trouvé par les partenaires sociaux cette nuit-même qui va redéployer les fonds de la formation professionnelle, qui va permettre d'affecter ces crédits, 32 milliards d'euros, à tous mais en partie vers des jeunes qui sont en recherche d'emploi et vers des salariés qui ont le moins de qualification.

Ce que nous faisons au niveau national, doit avoir davantage de portée en Outre-Mer puisqu'il y a une situation beaucoup plus grave.

QUESTION : Y a-t-il beaucoup de retard ?

LE PRESIDENT : Oui, la méthode que j'ai préconisé depuis mon élection - la concertation, le dialogue social et la recherche du compromis. Il est très important que les employeurs, presque tous, les organisations syndicales, presque toutes, aient trouvé cette solution qui va mettre 32 milliards d'euros que nous coûte la formation professionnelle, qui est un investissement, vers des publics qui en ont le plus besoin : les jeunes, les demandeurs d'emploi et les personnes qui ont le moins de qualification, notamment les salariés qui peuvent rester au SMIC toute leur vie parce qu'ils n'auront pas eu l'accompagnement de la formation professionnelle. C'est très important et c'est la raison pour laquelle j'ai demandé au gouvernement de traduire cet accord qui vient d'être trouvé dans une loi, qui sera débattue dès le mois de janvier.

Lorsque vous regardez ce que nous avons fait depuis un an, l'accord sur la sécurisation du marché du travail et l'accord sur la formation professionnelle, il y a un ensemble cohérent. L'idée majeure, c'est l'emploi, le meilleur pour tous durant toute la vie.

QUESTION : Cela avance ?

LE PRESIDENT : Cela avance dans le temps mais j'espère que nous l'aurons dans le progrès que nous pourrions donner à nos compatriotes parce que ces deux grands accords permettent de donner plus de simplification aux entreprises c'est vrai pour la formation professionnelle, c'était vrai pour la question du marché du travail et plus de protection aux salariés et de réduire les inégalités. Quand on arrive à faire des réformes comme celle-là, on se dit qu'on n'a pas été élu pour rien. On fait ce qu'on a promis.

QUESTION : lundi (inaudible) au sujet de la RCA.

LE PRESIDENT : Plus que jamais. Quand j'imagine ce qu'était la situation déjà il y a une semaine, ce qu'avaient été les massacres plus de 600 personnes ont été tuées et que je vois la situation sanitaire, je me dis heureusement que la France est là-bas, qu'elle est conforme à ses valeurs et à ses principes, qu'elle appuie les Africains. Heureusement que la France évite qu'il y ait des exactions et des massacres. Je sais bien qu'il y a beaucoup de mes compatriotes qui s'interrogent : « que faisons-nous là-bas ? Il n'y a pas assez de besoin à satisfaire ici en France pour qu'on ait à donner notre solidarité à des Africains ? ».

Oui, c'est ça le rôle de la France. C'est parce qu'elle a une histoire, un avenir, des valeurs, qu'elle doit être en Centrafrique. Pas longtemps parce que si nous arrivons à désarmer les milices des groupes armés et à faire en sorte que nous puissions éviter une crise humanitaire, nous n'aurons pas à stationner plus longtemps en Centrafrique.

Quand je regarde l'histoire de ce territoire, il y a eu beaucoup d'interventions militaires françaises ces

30-40 dernières années en Centrafrique. C'était soit pour protéger des dictateurs, soit pour les renverser. Moi je préfère sauver des populations.

Merci.